

Transition écologique : renouer avec une vision stratégique de long terme

Paris le 2 avril 2025,

Ce lundi 31 mars 2025, l'Institut de la Finance Durable (IFD), branche de Paris EUROPLACE, a organisé la deuxième édition des Rencontres de l'IFD auxquelles ont assisté plus de 900 personnes. Placée sous le Haut Patronage du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, cette édition s'est centrée sur la thématique « Transition écologique : renouer avec une vision stratégique de long terme » et a été introduite par Éric Lombard, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Dans un contexte de bouleversements économiques et géopolitiques, la transition écologique reste un levier de création de valeur économique et de souveraineté. Durant cette deuxième édition des Rencontres de l'IFD, près d'une quarantaine de dirigeants, acteurs économiques et financiers, représentants d'ONG, syndicats et politiques se sont penchés sur ces enjeux cruciaux pour redonner une vraie impulsion stratégique à la transition.

*« Nous sommes à un moment historique particulier, déclare **Yves Perrier, Président de l'Institut de la Finance Durable**. Le contexte géopolitique caractérisé par une compétition voire des affrontements au sein d'un monde devenu multipolaire, place les questions de souveraineté au centre des politiques de chaque pays. Dans ce contexte, la transition écologique reste une impérieuse nécessité ».*

Mobiliser les financements pour la transition : un enjeu sectoriel et global

Accélérer la redirection de l'économie vers un modèle plus durable nécessite de s'appuyer sur les opportunités liées à la décarbonation des économies. Le secteur financier accompagne cette transition en allouant le capital aux projets de transformation des entreprises et du secteur public à un coût compatible avec leur rentabilité économique.

Il s'agit de mobiliser les fonds pour transformer les principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre (GES) comme le bâtiment, l'agriculture et l'industrie, tout en développant l'appareil productif. Dans ce contexte, le secteur financier alloue les ressources vers les entreprises les plus efficaces et performantes dans la réalisation de leur transition.

Des solutions de financement innovantes (prêts verts, garanties d'Etat, green bonds, crédits carbone ou biodiversité) offrent des réponses pour faciliter le développement de projets en fonction des freins à lever.

« La réglementation et la compétitivité ne doivent pas s'opposer. Promouvoir une réglementation cohérente qui rassemble les investisseurs et les entreprises est essentiel pour développer des

solutions d'épargne de long terme assurant à la fois le financement de nos transitions et la compétitivité de l'économie européenne ». **Philippe Setbon, CEO, Natixis IM**

« Pour susciter l'adhésion collective à la nécessaire transition écologique, il faut réconcilier les citoyens avec une transition juste et responsable dont le coût sera équitablement réparti entre les parties (états, actionnaires, entreprises, particuliers). L'industrie financière doit ainsi accepter des espérances de rentabilité compatibles avec une économie durable ». **Thomas Labergère, CEO, ING France**

« Les transitions ne peuvent s'envisager en silos. Nous devons considérer l'ensemble des enjeux sociétaux, géopolitiques, technologiques, économiques... La démarche d'impact du Groupe BPCE repose sur une approche globale prenant en compte les limites planétaires et les besoins sociétaux. Notre ambition est claire : rendre l'impact accessible à tous en apportant des solutions au plus près des besoins de chacun de nos clients, en France, en Europe et dans le monde afin de protéger la valeur de leur patrimoine et de leur modèle d'affaire ». **Valérie Combes-Santonja, Directrice de l'Impact & membre du comité exécutif, BPCE**

S'appuyer sur des outils d'analyse extra financière pour piloter la transition

De fait, l'évaluation de la performance extra-financière, y compris carbone, d'une entreprise doit se faire avec la même robustesse que l'évaluation de sa performance financière.

En se recentrant sur l'essentiel, le cadre réglementaire doit permettre aux acteurs de dégager de manière synthétique les indicateurs clés nécessaires à l'évaluation des performances extra-financières ainsi que la construction des outils d'analyse ou de pilotage de la transition des entreprises.

« Mettons en place un cadre de notation uniforme qui pourrait améliorer la crédibilité des évaluations, tout en aidant les investisseurs à mieux comprendre les risques et opportunités pour investir dans des entreprises qui seront pérennes ». **Carole Sirou, CEO, Ethifinance**

« La finance durable intègre, aux côtés des questions environnementales, les enjeux sociaux. C'est d'ailleurs naturel car pour réussir la transition écologique, nous aurons besoin d'un pacte social renouvelé. La transition écologique permet de plus une redynamisation des territoires grâce à une ré-industrialisation et le développement de nouveaux business models ». **Jean-Baptiste Morel, Responsable de la recherche ESG, Arkea AM**

Faciliter la mobilisation des financements privés, un facteur de succès des négociations internationales sur le climat

Enfin, la question du financement de la transition est nécessairement globale. Elle représente un enjeu central pour la réussite de la transition dans les pays développés et émergents. La prochaine COP30, qui se tiendra au Brésil en novembre 2025, sera l'occasion de faire le point sur les engagements climatiques des pays pour 2026-2030 et de poursuivre les discussions sur le financement dans le cadre de la « feuille de route de Bakou à Bélem ». Dans ce contexte, les mécanismes de financement mixte public-privé peuvent permettre de répondre à ce besoin mais des défis subsistent, notamment en matière de réduction des risques et d'accessibilité à l'information.

« La transition vers une économie bas carbone expose tous les acteurs économiques à de profondes transformations et nécessite une action coordonnée entre les secteurs publics et privés.

En tant qu'institution financière, Société Générale a la volonté de s'associer autant que possible aux actions collectives en adoptant une approche adaptée aux enjeux spécifiques de la transition, notamment au travers de partenariats et de mécanismes de partage des risques ». **Hacina Py, Directrice du Développement Durable de Société Générale**

« La transition énergétique est une aventure industrielle, économique et sociale. Pour réussir, il est essentiel d'intégrer toutes les parties prenantes. ENGIE s'engage massivement dans cette transition, avec des investissements de 21 à 24 milliards d'euros largement dédiés aux renouvelables, aux batteries et aux réseaux électriques entre 2025 et 2027. Cette transition est un levier crucial pour renforcer la compétitivité de l'Europe face aux défis mondiaux ». **Jean-Pierre Clamadieu, Président du conseil d'administration, Engie**

« En 2025, dix ans après la COP 21, la transformation écologique de notre pays et de l'économie sont plus que jamais au cœur des actions du groupe Caisse des Dépôts. Après avoir déployé 80 Md€ entre 2020 et 2023, le Groupe s'engage à mobiliser 100 milliards d'euros sur 5 ans, tous secteurs confondus, pour renforcer ses interventions en faveur de la transformation écologique. En 2024, ce sont plus de 39 500 rénovations thermiques de logements sociaux financés, 25,3 millions de bénéficiaires des programmes d'eau et d'assainissement (+ 47% vs 2023) et plus de 3 950 hectares renaturés (+ 14% vs 2023) ». **Olivier Sichel, Directeur général par intérim, Groupe Caisse des Dépôts**

« Nous avons besoin de cadres réglementaires pour encourager le développement de marchés de crédits biodiversité, afin de soutenir les approches à haute intégrité ». **Sylvie Goulard, Co-Chair, IAPB**

« Les enjeux de responsabilité sociale des entreprises sont indissociables des enjeux économiques. Garantir l'accès au financement de la transition pour tous pour faire de la transition un projet commun et un levier de développement est une priorité pour La Banque Postale. Car la transition n'est pas une option, c'est une nécessité pour protéger la valeur des actifs. Et notre responsabilité est de la rendre possible pour tous ». **Stéphane Dedeyan, Président du directoire, La Banque Postale**

A propos de l'Institut de la Finance Durable

Créé en octobre 2022, l'Institut de la Finance Durable, branche de Paris EUROPLACE, a pour objectif de coordonner, fédérer et accélérer l'action de la Place financière de Paris pour la réalisation de la transition écologique et la transformation de l'économie vers un modèle bas-carbone et inclusif, aligné avec les objectifs de l'Accord de Paris et les Objectifs du développement durable. Il rassemble l'ensemble des acteurs privés, publics et institutionnels de la Place de Paris et porte les positions de la Place au plan européen et international.

Contact presse

Justine Dagorn – justine.dagorn@paris-europlace.com - 01 70 98 06 46

Marion Duchêne, Agence Shan – marion.duchene@shan.fr – 06 46 47 09 79